RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 04027
Numéro SIREN : 809 854 060
Nom ou dénomination : HONESTICA

Ce dépôt a été enregistré le 17/06/2015 sous le numéro de dépôt 54961

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-06-2015

N° DE DEPOT : 2015R054961

N° GESTION : 2015B04027

N° SIREN : 809854060

DENOMINATION : HONESTICA

ADRESSE : 39 rue d'Aboukir 75002 Paris

DATE D'ACTE : 28-05-2015

TYPE D'ACTE : Rapport

NATURE D'ACTE :

HONESTICA

Société par actions simplifiée au capital de 3.010.000 euros

Siège social: 39, rue d'Aboukir, 75009 Paris

809 854 060 RCS Paris

(la « **Société** »)

RAPPORT DU PRESIDENT A L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 28 MAI 2015

Chers associés,

En ma qualité de président de la Société, je vous informe qu'après avoir pris connaissance des documents suivants mis à votre disposition :

- un exemplaire des statuts de la Société ;
- une copie de la convocation qui vous a été adressée ;
- le présent rapport ; et
- le texte des résolutions soumises aux associés,

je vous demanderai de vous prononcer sur l'ordre du jour suivant :

(1) décision à prendre afin de prévoir la possibilité de nommer des directeurs généraux délégués, et modification corrélative des statuts de la Société,

(2) nomination de Monsieur Philippe Douste-Blazy et de Madame Laurence Thurion en qualité de directeurs généraux délégués de la Société,

(3) décision afin de prévoir la possibilité pour le président de créer des comités ad hoc, et modification corrélative des statuts,

(4) création d'un comité stratégique et désignation de son président,

(5) décision à prendre afin d'attribuer une rémunération au Président, et détermination de son montant, et

(6) pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Le présent rapport est consacré à l'exposé des motifs, conditions et modalités des résolutions qui vous sont proposées.

* * *

Décision à prendre afin de prévoir la possibilité de nommer des directeurs généraux délégués, et modification corrélative des statuts

Il est envisagé de prévoir la possibilité de de prévoir dans les statuts de nommer des directeurs généraux délégués.

Il vous sera demandé, en conséquence de ce qui précède, d'ajouter un article 15 dans les statuts de la Société qui sera rédigé ainsi qu'il suit :

*« **ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE***

15.1 Statut

Le Président peut être assisté par un ou plusieurs dirigeants personnes physiques ayant le titre de directeur général (le « Directeur Général »), ou de directeur général délégué (un ou des « Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) ») et peuvent être désignés par décision collective des associés ou par décision du Président dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 14.1. Le ou les Directeur(s) Général(aux) et le ou les Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) assistent le Président dans sa mission de gestion et de direction de la Société.

Le nombre de Directeurs Généraux (Délégués ou non) ainsi nommés ne peut excéder cinq.

15.2 Pouvoirs

Les Directeur(s) Général(aux) et Directeur(s) Général(aux) Délégués ont tous pouvoirs pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, conformément à la loi. Dans l'ordre interne, leurs pouvoirs peuvent être limités dans la décision le(s) nommant et dans toute autre décision ultérieure du Président.

15.3 Nomination – Durée des fonctions – Rémunération – Révocation

Le Président détermine la durée des fonctions (sans préjudice de la faculté de révocation ad nutum prévue au paragraphe suivant), l'étendue des pouvoirs et la rémunération éventuelle de chaque Directeur Général (Délégué ou non). La rémunération éventuellement consentie aux Directeurs Généraux (Délégués ou non) est indépendante de celle résultant du contrat de travail dont ils bénéficient, le cas échéant.

Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Délégué peuvent prendre fin par la démission, le décès ou l'incapacité, par l'expiration de la durée normale des fonctions ou par la révocation ad nutum décidée par le Président qui peut intervenir à tout moment. Si aucune décision de renouvellement, de remplacement ou de révocation n'est prise concernant un Directeur Général (Délégué ou non), ce dernier est réputé reconduit pour la durée de son mandat venant à expiration ».

Nomination de Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion en qualité de directeurs généraux délégués

Il est envisagé, compte tenu du développement stratégique de la Société dans le secteur de la santé, de nommer en qualité de directeurs généraux délégués Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion, qui l'assisteraient sur des sujets stratégiques tels que :

- identifier et mettre en relation le Président et le Directeur Général avec des partenaires et tout type

d'interlocuteur pertinent de nature à favoriser le développement de la Société et la commercialisation de son(ses) produit(s) ; organiser des réunions, conférences et tout type d'évènement de communication externe dans ce cadre ;

- apporter leur expertise dans le secteur de la santé et notamment dans la connaissance des circuits décisionnels ;

et plus généralement, toute action jugée essentielle pour l'avenir de la Société.

Le Président précise que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion ont d'ores et déjà déclaré, dans l'hypothèse où ils seraient nommés en qualité de directeurs généraux délégués, accepter lesdites fonctions et ne faire l'objet d'aucun empêchement et d'aucune incompatibilité à l'exercice de ceux-ci.

Par ailleurs, le Président précise que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion s'engageraient à respecter les obligations suivantes pendant la durée de leur mandat :

- Obligation de loyauté et prévention des conflits d'intérêt

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion ne devraient en aucun cas agir pour leur intérêt propre contre celui de la Société.

Ils ne pourraient utiliser leurs titres et leurs fonctions de membre pour s'assurer, ou assurer à un tiers, un avantage quelconque, pécuniaire ou non pécuniaire. Ils feraient part au Président de toute situation de conflit d'intérêt, même potentiel, avec la Société. Ils s'abstiendraient de participer au vote de la délibération correspondante.

- Obligation de non-concurrence

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion s'interdiraient d'exercer une quelconque fonction dans une structure concurrente de la Société sans avoir obtenu l'accord préalable du Président.

- Obligation de confidentialité

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion seraient tenus par une obligation de stricte confidentialité quant aux informations qui leur sont communiquées dans le cadre de leurs fonctions, à l'égard tant des personnes extérieures à la Société que des personnes n'ayant pas à connaitre de ces informations du fait de leurs fonctions dans la Société.

Le Président précise que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion exerceraient leurs fonctions à compter de ce jour, et pour une durée indéterminée.

Le Président ajoute que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion, en leurs qualités de Directeurs Généraux Délégués, disposeraient à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président et le Directeur Général, dans la limite cependant des pouvoirs suivants qui seraient soumis à l'autorisation préalable du Président :

(a) tout contrat ou engagement financier de quelque nature ou durée que ce soit, d'une valeur supérieur

à 5.000 euros,

(b) approbation du budget annuel et du business plan ainsi que toute modification de ces derniers,

(c) tout emprunt ou facilité bancaire de quelque nature que ce soit,

(d) tout achat ou toute vente d'actifs de la Société, tout nantissement desdits actifs,

(e) détermination des conditions d'émission ou d'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises, de bons de souscription d'actions, d'actions gratuites ou d'options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que toute attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises, de bons de souscription d'actions, d'actions gratuites ou d'options de souscription ou d'achat d'actions,

(f) toute embauche ou décision relative au départ d'un salarié de la Société,

(g) toute modification de la rémunération de tout salarié de la Société,

(h) tout changement d'activité ou réorganisation de l'activité de la Société,

(i) tout accord entre la Société et l'un de ses mandataires sociaux,

(j) toute vente, transfert ou licence, autre que dans le cours normal des affaires, de droits de propriété intellectuelle de la Société,

que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion ne seraient pas rémunérés pour l'exercice de leurs fonctions de Directeurs Généraux Délégués, mais qu'il seraient remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement engagés dans le cadre de leurs fonctions sur présentation de justificatifs.

Décision à prendre afin de prévoir la possibilité pour le Président de créer des comités et modification corrélative des statuts

Il semble nécessaire de créer des comités ad hoc et il est proposé, en conséquence, de prévoir dans les statuts la possibilité de créer lesdits comités.

Il vous sera demandé, en conséquence de ce qui précède, de modifier les statuts afin d'ajouter un article 14.5 qui sera rédigé ainsi qu'il suit :

« ***ARTICLE 14.5***

Le Président rappelle aux Associés qu'il peut créer des comités ad hoc pour l'assister dans la gestion de la Société. »

Création d'un comité stratégique et désignation de son président

Il est envisagé de créer un comité stratégique qui aurait pour objet d'assister le Président dans la détermination de l'orientation stratégique de la Société et de formuler des recommandations à cet égard.

Le Comité stratégique serait chargé d'entretenir la réflexion du Président sur la stratégie et de maintenir

un dialogue continu avec la direction générale sur les évolutions stratégiques de la Société.

Le Comité Stratégique serait notamment chargé d'étudier l'ensemble des questions relatives :

- au développement et à la diffusion du produit Honestica auprès des divers acteurs du domaine de la santé ;
- aux actions menées auprès des instances syndicales, des organismes professionnels, des instances ministérielles, gouvernementales, étatiques au niveau national et international ;
- aux projets de financement par voie d'aides publiques ou privées, et de présenter des propositions ou recommandations au Président relatives à ces sujets.

Le Comité Stratégique agirait sous la responsabilité exclusive du Président.

Les membres du Comité Stratégique seraient des personnes pouvant apporter leur expérience et leur expertise et seraient nommées pour une durée de douze mois renouvelable. Le Président pourrait mettre fin à leurs fonctions à tout moment et sans indemnité.

Le Comité Stratégique serait composé des membres suivants :

- Monsieur Philippe Douste-Blazy,

- Monsieur Franck Le Ouay,

- Monsieur Alexandre Hamburger,

- Madame Laurence Thurion,

et Monsieur Philippe Douste-Blazy serait désigné président dudit Comité Stratégique.

Les modalités de fonctionnement du Comité Stratégique seraient prévus dans un règlement intérieur à venir, qui serait approuvé par le Président et ferait l'objet d'une ratification à la prochaine assemblée générale.

Décision à prendre pour attribuer une rémunération au Président et détermination de son montant

Il vous est proposé d'approuver le principe d'une rémunération qui me serait versée au titre de l'année 2015. A titre de salaire de base au titre de 2015 le montant serait suivant : 17.490,6 euros (1.457,55 euros sur 12 mois).

*

* *

Tel est le sens des décisions sur lesquelles je vous demande de bien vouloir vous prononcer, et je vous remercie de leur réserver un vote favorable.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez recevoir.

Le Président

Monsieur Franck Le Ouay

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-06-2015

N° DE DEPOT : 2015R054961

N° GESTION : 2015B04027

N° SIREN : 809854060

DENOMINATION : HONESTICA

ADRESSE : 39 rue d'Aboukir 75002 Paris

DATE D'ACTE : 28-05-2015

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire

NATURE D'ACTE : Nomination(s) de directeur(s) général(aux) délégué(s)

HONESTICA

Société par actions simplifiée
Au capital de 3.010.000 euros
Siège social: 39, rue d'Aboukir, 75002 Paris
809 854 060 RCS Paris
(la « **Société** »)

PROCES–VERBAL DE LA REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

EXTRAORDINAIRE DU 28 MAI 2015

L'an deux mille quinze,

Le vingt-huit mai,

A dix heures,

- **Monsieur Franck Le Ouay**, de nationalité française, né le 3 septembre 1977 à Pessac (33) et demeurant au 6 rue de la Bellechasse, 75007 Paris, et
- **Monsieur Alexandre Hamburger**, de nationalité française, né le 1er mars 1978 à Paris (75) et demeurant au 5 bis rue Antoine Chantin, 75014 Paris

agissants en qualité d'associés de la Société (les « **Associés** »), titulaires de la totalité des 3.010.000 actions composant le capital social de la Société, se sont réunis en assemblée générale au siège social de la Société, sur convocation du président de la Société.

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Franck Le Ouay, président de la Société (le « **Président** »).

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée en entrant en séance par les Associés présents ou représentés.

La feuille de présence, permet de constater que tous les Associés sont présents ou représentés.

Le Président met à la disposition des Associés les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de la Société ;
- une copie des convocations adressées aux Associés ;
- le rapport du Président de la Société ; et
- le texte des décisions soumises aux Associés,

Le Président confirme que l'ensemble des documents prévus par la loi et les statuts ont été communiqués aux Associés ou, le cas échéant, tenu à leur disposition au siège social dans les conditions et délais fixés par la loi.

Le Président rappelle que les Associés sont appelés à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- décision à prendre afin de prévoir la possibilité de nommer des directeurs généraux délégués, et modification corrélative des statuts de la Société,
- nomination de Monsieur Philippe Douste-Blazy et de Madame Laurence Thurion en qualité de directeurs généraux délégués de la Société,
- décision afin de prévoir la possibilité pour le président de créer des comités *ad hoc*, et modification corrélative des statuts,
- création d'un comité stratégique et désignation de son président,
- décision à prendre afin d'attribuer une rémunération au Président, et détermination de son montant, et
- pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Le Président donne lecture de son rapport et aux termes d'un débat, plus personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION - DECISION A PRENDRE AFIN DE PREVOIR LA POSSIBILITE DE NOMMER DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES ET MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président expose aux Associés qu'il estime nécessaire que Monsieur Alexandre Hamburger, et lui-même soient assistés dans leurs fonctions de président et de directeur général par des directeurs généraux délégués et propose, en conséquence, de prévoir dans les statuts la possibilité de nommer des directeurs généraux délégués.

Les Associés, connaissance prise du rapport du Président, approuvent la décision de prévoir la possibilité pour le Président de nommer des directeurs généraux délégués.

En conséquence, les Associés décident de modifier les statuts afin d'ajouter un nouvel article 15 qui sera rédigé ainsi qu'il suit :

« ***ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE***

15.1 Statut

*Le Président peut être assisté par un ou plusieurs dirigeants personnes physiques ayant le titre de directeur général (le « **Directeur Général** »), ou de directeur général délégué (un ou des « **Directeur(s) Général(aux) Délégué(s)** ») et peuvent être désignés par décision collective des associés ou par décision du Président dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 14.1. Le ou les Directeur(s) Général(aux) et le ou les Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) assistent le Président dans sa mission de gestion et de direction de la Société.*

Le nombre de Directeurs Généraux (Délégués ou non) ainsi nommés ne peut excéder cinq.

15.2 Pouvoirs

Les Directeur(s) Général(aux) et Directeur(s) Général(aux) Délégués ont tous pouvoirs pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, conformément à la loi. Dans l'ordre interne, leurs

pouvoirs peuvent être limités dans la décision le(s) nommant et dans toute autre décision ultérieure du Président.

15.3 Nomination – Durée des fonctions – Rémunération – Révocation

Le Président détermine la durée des fonctions (sans préjudice de la faculté de révocation ad nutum prévue au paragraphe suivant), l'étendue des pouvoirs et la rémunération éventuelle de chaque Directeur Général (Délégué ou non). La rémunération éventuellement consentie aux Directeurs Généraux (Délégués ou non) est indépendante de celle résultant du contrat de travail dont ils bénéficient, le cas échéant.

Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Délégué peuvent prendre fin par la démission, le décès ou l'incapacité, par l'expiration de la durée normale des fonctions ou par la révocation ad nutum décidée par le Président qui peut intervenir à tout moment. Si aucune décision de renouvellement, de remplacement ou de révocation n'est prise concernant un Directeur Général (Délégué ou non), ce dernier est réputé reconduit pour la durée de son mandat venant à expiration ».

Les autres articles des statuts demeurent inchangés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION - NOMINATION DE MONSIEUR PHILIPPE DOUSTE-BLAZY ET DE MADAME LAURENCE THURION EN QUALITE DE DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES DE LA SOCIETE

Le Président expose aux Associés que, compte tenu du développement stratégique de la Société dans le secteur de la santé, il conviendrait de nommer en qualité de directeurs généraux délégués Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion. Ils assisteront le Président sur des sujets stratégiques tels que :

- identifier et mettre en relation le Président et le Directeur Général avec des partenaires et tout type d'interlocuteur pertinent de nature à favoriser le développement de la Société et la commercialisation de son(ses) produit(s) ; organiser des réunions, conférences et tout type d'évènement de communication externe dans ce cadre ;

- apporter leur expertise dans le secteur de la santé et notamment dans la connaissance des circuits décisionnels ;

et plus généralement, toute action jugée essentielle pour l'avenir de la Société.

Le Président informe les Associés que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion ont d'ores et déjà déclaré, dans l'hypothèse où ils seraient nommés en qualité de directeurs généraux délégués, accepter lesdites fonctions et ne faire l'objet d'aucun empêchement et d'aucune incompatibilité à l'exercice de ceux-ci.

Par ailleurs, le Président précise que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion s'engagent à respecter les obligations suivantes pendant la durée de leur mandat :

- **Obligation de loyauté et prévention des conflits d'intérêt**

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion ne doivent en aucun cas agir pour leur intérêt propre contre celui de la Société.

Ils ne peuvent utiliser leurs titres et leurs fonctions de membre pour s'assurer, ou assurer à un tiers, un avantage quelconque, pécuniaire ou non pécuniaire. Ils font part au Président de toute situation de conflit d'intérêt, même potentiel, avec la Société. Ils s'abstiennent de participer au vote de la délibération correspondante.

- **Obligation de non-concurrence**

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion s'interdisent d'exercer une quelconque fonction dans une structure concurrente de la Société sans avoir obtenu l'accord préalable du Président.

- **Obligation de confidentialité**

Monsieur Douste-Blazy et Madame Thurion sont tenus par une obligation de stricte confidentialité quant aux informations qui leur sont communiquées dans le cadre de leurs fonctions, à l'égard tant des personnes extérieures à la Société que des personnes n'ayant pas à connaitre de ces informations du fait de leurs fonctions dans la Société.

Après en avoir délibéré, les Associés,

décident de nommer Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion, chacun en qualité de Directeur Général Délégué afin d'assister le Président dans ses fonctions, notamment dans le cadre du développement sectoriel de la Société,

précisent que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion exerceront leurs fonctions à compter de ce jour, et pour une durée indéterminée.

que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion, en leurs qualités de Directeurs Généraux Délégués, disposeront à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président et le Directeur Général, dans la limite cependant des pouvoirs suivants qui seront soumis à l'autorisation préalable du Président :

(a) la conclusion de tout contrat ou engagement financier de quelque nature ou durée que ce soit, d'une valeur supérieur à 5.000 euros,

(b) approbation du budget annuel et du *business plan* ainsi que toute modification de ces derniers,

(c) tout emprunt ou facilité bancaire de quelque nature que ce soit,

(d) tout achat ou toute vente d'actifs de la Société, tout nantissement desdits actifs,

(e) détermination des conditions d'émission ou d'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises, de bons de souscription d'actions, d'actions gratuites ou d'options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que toute attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprises, de bons de souscription d'actions, d'actions gratuites ou d'options de souscription ou d'achat d'actions,

(f) toute embauche ou décision relative au départ d'un salarié de la Société,

(g) toute modification de la rémunération de tout salarié de la Société,

(h) tout changement d'activité ou réorganisation de l'activité de la Société,

(j) toute vente, transfert ou licence, autre que dans le cours normal des affaires, de droits de propriété intellectuelle de la Société,

que Monsieur Philippe Douste-Blazy et Madame Laurence Thurion ne seront pas rémunérés pour l'exercice de leurs fonctions de Directeurs Généraux Délégués, mais qu'il seront remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement engagés dans le cadre de leurs fonctions sur présentation de justificatifs.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION – DECISION A PRENDRE AFIN DE PREVOIR LA POSSIBILITE POUR LE PRESIDENT DE CREER DES COMITES ET MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

Le Président expose aux Associés qu'il estime nécessaire de créer des comités *ad hoc* et propose, en conséquence, de prévoir dans les statuts la possibilité de créer lesdits comités.

Les Associés, connaissance prise du rapport du Président, approuvent la décision de prévoir la possibilité pour le Président de créer des comités.

En conséquence, les Associés décident de modifier les statuts afin d'ajouter un article 14.5 qui sera rédigé ainsi qu'il suit :

« ***ARTICLE 14.5***

Le Président rappelle aux Associés qu'il peut créer des comités ad hoc pour l'assister dans la gestion de la Société. »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION - CREATION D'UN COMITE STRATEGIQUE ET DESIGNATION DE SON PRESIDENT

Le Président rappelle aux Associés qu'il peut créer des comités et propose donc de créer un comité stratégique (le « **Comité Stratégique** »).

Le Comité Stratégique aura pour objet d'assister le Président dans la détermination de l'orientation stratégique de la Société et de formuler des recommandations à cet égard.

Le Comité stratégique est chargé d'entretenir la réflexion du Président sur la stratégie et de maintenir un dialogue continu avec la direction générale sur les évolutions stratégiques de la Société.

Le Comité Stratégique sera notamment chargé d'étudier l'ensemble des questions relatives :

- au développement et à la diffusion du produit Honestica auprès des divers acteurs du domaine de la santé ;
- aux actions menées auprès des instances syndicales, des organismes professionnels, des instances ministérielles, gouvernementales, étatiques au niveau national et international ;
- aux projets de financement par voie d'aides publiques ou privées, et de présenter des propositions ou recommandations au Président relatives à ces sujets.

Le Comité Stratégique agira sous la responsabilité exclusive du Président.

Les membres du Comité Stratégique seraient des personnes pouvant apporter leur expérience et leur expertise et seraient nommés pour une durée de douze mois renouvelable. Le Président pourrait mettre fin à leurs fonctions à tout moment et sans indemnité.

Après en avoir délibéré, les Associés, à l'unanimité :

décident de créer un Comité Stratégique, dont le Président et le Directeur Général sont membres de droit, et qui sera composé des membres suivants :

- Monsieur Philippe Douste-Blazy,
- Monsieur Franck Le Ouay,
- Monsieur Alexandre Hamburger,
- Madame Laurence Thurion.

décident que Monsieur Philippe Douste-Blazy sera désigné président dudit Comité Stratégique.

Les modalités de fonctionnement du comité stratégique seront prévus dans un règlement intérieur à venir, qui sera approuvé par le Président et fera l'objet d'une ratification à la prochaine assemblée générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION – DECISION A PRENDRE POUR ATTRIBUER UNE REMUNERATION AU PRESIDENT ET DETERMINATION DE SON MONTANT

Le Président propose ensuite aux Associés d'approuver le principe d'une rémunération qui lui serait versée au titre de l'année 2015.

Après en avoir délibéré, les Associés à l'unanimité :

décident de verser à Franck Le Ouay à titre de salaire de base au titre de 2015 le montant suivant : 17.490,6 euros (1.457,55 euros sur 12 mois).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION – POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES LEGALES

Les Associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publicité légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

*

* *

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que de dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé par le Président de la Société.

Le Président
Monsieur Franck Le Ouay

Philippe Douste-Blazy

Laurence Thurion

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-06-2015

N° DE DEPOT : 2015R054961

N° GESTION : 2015B04027

N° SIREN : 809854060

DENOMINATION : HONESTICA

ADRESSE : 39 rue d'Aboukir 75002 Paris

DATE D'ACTE : 28-05-2015

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

HONESTICA
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 3.010.000 euros
Siège social : 39 rue d'Aboukir, 75002 PARIS
809 854 060 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2015

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société notamment les dispositions des articles L.227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la forme avec un ou plusieurs associés.

La Société a été constituée par acte établi sous seing privé.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi, définies aux 2 et 3 du I et II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée **HONESTICA**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, l'étude et le développement de sujets relatifs aux sciences de l'information en ce inclus notamment :

- le développement d'outils logiciels permettant le traitement et l'analyse de données, le partage et la diffusion de la connaissance,
- la gestion de projets et d'équipe,
- l'édition logicielle afin de commercialiser les développements informatiques dont elle détient la propriété ou la licence,
- la mise à disposition et la vente de services basés partiellement ou en totalité sur ces outils,
- l'intermédiaire dans les échanges de produits et services liés aux sciences de l'information.

Elle peut être amenée à participer, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres

ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son extension ou son développement en France ou à l'international.

ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : 39, rue d'Aboukir, 75002 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Président, lequel est autorisé à modifier les statuts et à procéder aux formalités de publicité et de dépôt en conséquence, ratifiée par les Associés lors de la prochaine assemblée générale.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul associé, la décision de transférer de siège est prise par l'Associé Unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée décidée par décision extraordinaire des Associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Dans les présents statuts, les termes et expressions ci-dessous auront le sens suivant :

« **Titres** » signifie :

(i) toute action émise par la Société et toute autre valeur mobilière émise ou à émettre par la Société donnant ou pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, notamment par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions de la Société ou à d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une quotité du capital social de la Société,

(ii) le droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital en numéraire de la Société ou le droit d'attribution résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves de la Société,

(iii) tout démembrement des titres visés ci-dessus, et

(iv) tout autre titre de même nature que les titres visés ci-dessus émis ou attribués par une quelconque société ou entité de quelque nature que ce soit à la suite d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire de la Société ;

« **Transfert** » signifie toute cession, apport, transmission ou transfert, sous quelque forme que ce soit de Titres et comprend plus particulièrement,

(i) les transferts à titre onéreux ou gratuit alors même que le transfert aurait lieu par voie de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription en faveur de personnes dénommées, d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice ou que le transfert de propriété serait différé,

(ii) les transferts à cause de décès, sous forme de dation en paiement ou par voie d'échange, de prêt de Titres, de vente à réméré, d'apport en nature, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission ou de tout autre mode de transmission universelle du patrimoine, quel que soit la forme de la ou des société(s), par voie de distribution de dividendes, de réduction de capital, ou de liquidation d'une société,

(iii) les transferts sous forme de fiducie (notamment un « trust »), ou à titre de garantie (en ce, y compris, tout nantissement de titre) ou de tout autre manière semblable et,

(iv) les transferts portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit (y compris les conventions de croupier) ou sur tout autre droit attaché à une valeur mobilière, y compris tout droit de vote ou de percevoir des dividendes, ou tout démembrement de propriété.

Le verbe « **Transférer** » sera interprété en conséquence.

ARTICLE 6 – APPORTS

Le capital social de la Société a été constitué comme suit : il a été fait apport à la Société d'une somme totale en numéraire versée par les Associés, de dix mille euros (10.000 €).

Le versement des fonds correspondants a été constaté par un certificat établi préalablement à la signature des statuts par la banque Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France sis 26 quai de la Râpée 75012 PARIS, dépositaire des fonds, sur un compte ouvert au nom de la Société, auquel est demeuré annexé la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacun d'eux, du montant des sommes versées.

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 11 mars 2015, il a été fait un apport en nature d'un montant total de trois millions (3.000.000) d'euros, rémunéré par trois millions (3.000.000) d'actions ordinaires.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trois millions dix mille (3.010.000) euros.

Il est divisé en trois millions dix mille (3.010.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES TITRES

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites ne peuvent être inférieures (i) lors de la souscription à la moitié et (ii) lors d'une augmentation de capital au quart de la valeur nominale des actions ; elles comprennent, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois par décision du Président dans un délai de cinq (5) ans à compter soit de l'immatriculation de la Société soit de la date de la réalisation de l'augmentation de capital.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes dues produiront de plein droit, des intérêts de retard calculés au jour le jour, à compter de la date d'exigibilité, au taux d'intérêt légal en matière commerciale majoré de trois points, sans préjudice des autres recours et sanctions contre l'Associé défaillant prévus par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES TITRES

Les Titres pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits dans les comptes tenus par la Société au nom de leur titulaire.

Les attestations et inscriptions en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

ARTICLE 11 - MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS

- **Modifications du capital social**

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit sur décision collective des Associés, prise dans les conditions de l'article 16 ci-après, par tous les moyens et selon les modalités prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas d'augmentation du capital social, les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs apports, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital social. Les Associés peuvent toutefois renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Le transfert du droit préférentiel de souscription ou la renonciation à ce droit sont soumis aux dispositions prévues à l'article 12 pour le transfert des actions elles-mêmes.

- Rompus

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions, pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou du fait d'une augmentation ou d'une réduction de capital, de fusion ou toute autre opération sociale, les Associés ne possédant pas ce nombre feront leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaire, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 12 – TRANSFERT DES TITRES - AGREMENT

Les Titres sont librement cessibles entre Associés.

Le transfert des Titres s'opère à l'égard de la Société par virement de compte à compte dans les livres de la Société, par un ordre de mouvement signé par le titulaire du compte ou son représentant. L'ordre de mouvement est enregistré le jour même de sa réception sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « Registre de mouvement de titres ».

Seuls les Titres intégralement libérés peuvent faire l'objet d'un Transfert.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par les Associés.

Les Titres ne peuvent être cédés à des Tiers qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des Associés.

La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la Société et à chaque Associé, par acte extrajudiciaire ou LRAR, indiquant les noms, prénoms et adresse du cessionnaire, ou la dénomination sociale, la forme, montant du capital, le siège et le RCS en cas de cessionnaire personne moral, le nombre de Titres dont le Transfert est envisagé ainsi que le prix offert et les conditions du Transfert.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par décision collective extraordinaire des Associés, à l'unanimité, l'Associé cédant ne prenant pas part au vote. Elle résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande d'agrément.

Cette décision n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut donner lieu à une réclamation quelconque. L'associé cédant est informé dans les quinze (15) jours suivants la décision, par LRAR. A compter de la réception de la décision d'agrément ou du refus d'agrément, l'Associé cédant aura huit (8) jours pour faire connaitre, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de Transfert.

En cas de refus d'agrément, et dans le cas où l'Associé cédant ne renoncerait pas expressément à son projet de Transfert, le président de la Société doit, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus faire acquérir les Titres, soit par des associés, soit par des tiers, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La Société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la Société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si, à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- **Droits et obligations générales**

Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à une action suivent l'action dans quelque main qu'elle passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions sociales et aux présents statuts.

- **Droits de vote et de participation aux assemblées**

Chaque action donne droit à une voix.

Chaque action donne le droit de vote dans les décisions des Associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir la communication de certains documents sociaux, aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- **Droits dans les bénéfices et à l'actif social**

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours de vie sociale, comme en cas de liquidation (droit au boni de liquidation).

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société , avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

TITRE III

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

14.1 Statut du président

La Société est dirigée et représentée par un président (le « **Président** »), personnes physiques ou morales, salariées ou non, associées ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant permanent. Dans un tel cas, celui-ci ne pourra agir vis-à-vis de tiers que dans le cadre d'une délégation de pouvoirs expresse. La durée du mandat du représentant permanent est la même que celle du Président personne morale qu'il représente. Lorsque le mandat du représentant permanent est révoqué par la personne morale, ou en cas de décès, incapacité ou démission du représentant permanent la personne morale peut pourvoir à son remplacement en le notifiant par lettre recommandée avec accusé de réception à la Société. La cessation des fonctions du représentant permanent ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite concernant la désignation d'un nouveau représentant permanent personne physique.

14.2 Pouvoirs du Président

Le Président de la Société dirige et administre la Société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément conférés par les dispositions légales et les présents statuts aux Associés.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que les actes dépassaient cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut donner toutes délégations de pouvoir ou toutes délégations de signature à tout tiers ou au directeur général (délégué ou non).

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la Société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 2323-66 du Code du travail exclusivement auprès du président de la Société.

14.3 Nomination – Durée des fonctions – Démission d'office

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions, pour une durée limitée ou non, par décision des Associés.

Les fonctions du Président prend fin en cas de démission, de révocation, de décès ou d'incapacité dans le cas où le Président est une personne physique, ou de dissolution ou de mise en liquidation dans le cas où le Président est une personne morale, ou en cas d'arrivée du terme lorsqu'un terme est prévu.

Sous réserve de respecter un préavis de trente (30) jours, le Président peut démissionner de ses fonctions, par notification écrite de leur décision aux Associés.

Le Président peut être révoqué à tout moment par décision collective des Associés, sans que ceux-ci aient à justifier d'un motif quelconque, et sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

14.4 Rémunération

Les modalités de détermination et de règlement de la rémunération du Président sont fixées par décision des Associés.

14.5 Possibilité de créer des comités

Le Président a la possibilité de créer des comités *ad hoc* pour l'assister.

ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

15.1 Statut

Le Président peut être assisté par un ou plusieurs dirigeants personnes physiques ayant le titre de directeur général (le « **Directeur Général** »), ou de directeur général délégué (un ou des « **Directeur(s) Général(aux) Délégué(s)** ») et peuvent être désignés par décision collective des associés ou par décision du Président dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 14.1. Le ou les Directeur(s) Général(aux) et le ou les Directeur(s) Général(aux) Délégué(s) assistent le Président dans sa mission de gestion et de direction de la Société.

Le nombre de Directeurs Généraux (Délégués ou non) ainsi nommés ne peut excéder cinq.

15.2 Pouvoirs

Les Directeur(s) Général(aux) et Directeur(s) Général(aux) Délégués ont tous pouvoirs vis-à-vis des tiers, conformément à la loi. Dans l'ordre interne, leurs pouvoirs peuvent être limités dans la décision le(s) nommant et dans toute autre décision ultérieure du Président.

15.3 Nomination – Durée des fonctions – Rémunération – Révocation

Le Président détermine la durée normale des fonctions (sans préjudice de la faculté de révocation *ad nutum* prévue au paragraphe suivant), l'étendue des pouvoirs et la rémunération éventuelle de chaque Directeur Général (Délégué ou non). La rémunération éventuellement consentie aux directeurs généraux (délégués ou non) est indépendante de celle résultant du contrat de travail dont ils bénéficient le cas échéant.

Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Délégué peuvent prendre fin par la démission, le décès ou l'incapacité, par l'expiration de la durée normale des fonctions ou par la révocation ad nutum décidée par les associés et qui peut intervenir à tout moment. Si aucune décision de renouvellement, de remplacement ou de révocation n'est prise concernant un directeur général (délégué ou non), ce dernier est réputé reconduit pour la durée de son mandat venant à expiration.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS SOUMISES A AUTORISATION ET CONVENTIONS INTERDITES

- **Conventions soumises à autorisation**

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable des Associés et mentionnée au registre des décisions sociales.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Le commissaire aux comptes, s'il existe, présente aux Associés un rapport sur ces conventions dites « réglementées ». Les Associés statuent a posteriori sur ce rapport au plus tard à la date d'approbation des comptes annuels ; l'Associé intéressé par la convention ne prenant pas part au vote et ses titres de capital n'étant pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues par le présent article 14 s'appliquent dans les mêmes conditions au Président de la Société et aux directeurs généraux.

- **Conventions interdites**

A peine de nullité du contrat, le Président, personne physique, ne peut emprunter des fonds à la Société, sous quelque forme que ce soit, se faire consentir un découvert par

celle-ci, sous forme de compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la Société ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la Société, ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 17 – COMPETENCE

Toutes les décisions relatives aux questions visées ci-dessous doivent être adoptées par une décision collective des Associés, à savoir :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, la distribution de dividendes y compris les distributions d'acomptes sur dividendes,

- la nomination, le renouvellement ou la révocation des fonctions du Président et du ou des directeurs généraux ainsi que la fixation ou la modification de leur rémunération,

- l'autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,

- la nomination des commissaires aux comptes de la Société,

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital de la Société,

- l'agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,

- la création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions, l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, l'autorisation à donner au président de la Société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,

- les opérations de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actif de la Société soumis au régime des scissions,

- la modification des statuts (extension ou modification de l'objet social, transformation de la Société),

- la dissolution anticipée ou la prorogation de la Société, le règlement du régime de la liquidation, la nomination et la révocation du ou des liquidateurs,

- toute autre décision à laquelle il est fait référence à l'article L.227-9 du Code de commerce et l'approbation de toute convention entrant dans le champ d'application de l'article L.227-10 du Code de commerce.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président et aux Associés de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doit être prise par les Associés la décision relative à l'examen des comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société, par lettre recommandée avec avis de réception, vingt (20) jours au moins avant la date prévue pour la prise de la décision.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Les Associés accusent réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 18 – MODES DE DELIBERATION – QUORUM – MAJORITE

- **Quorum**

Les Associés ne délibèrent valablement que si les associés présents ou représentés détiennent au moins la moitié des actions de la Société ayant le droit de vote.

- **Règles de majorité**

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité simple des voix (plus de la moitié des actions) des Associés présents ou représentés.

Nonobstant ce qui précède, l'unanimité des Associés sera requise pour les décisions emportant modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce, tels que :

- les décisions augmentant les engagements des associés ;
- l'extension ou la modification de l'objet social ;
- l'agrément des Transferts de Titres ;
- la transformation de la Société ; et
- la dissolution ou la prorogation de la durée de la Société.

- **Règles de délibérations et convocations**

Les décisions collectives des Associés résultent, au choix du président de la Société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte.

La consultation des Associés peut s'effectuer en assemblée, par correspondance, télécopie, par voie téléphonique ou de téléconférence ou au moyen de tout autre support matériel.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la Société.

La convocation est faite par tous moyens (soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou par un moyen électronique de télécommunication) quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai, si tous les Associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les Associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la Société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les Associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente-cinq (35) jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt (20) jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

ARTICLE 19 – DROIT D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

- **Droit d'information** des Associés

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des Associés sont mis à la disposition de chacun d'eux à l'occasion de toute consultation ou assemblée, au moins quinze (15) jours à l'avance.

En outre, sont tenus à sa disposition quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle les Associés sont appelés à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le Président de la Société adresse ou remet aux Associés, avant qu'ils ne soit invités à prendre leurs décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la Société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, et des commissaires à compétence particulière.

Chaque Associé peut à tout moment consulter au siège social les états comptables et documents sociaux. Il peut en prendre une copie.

ARTICLE 20 - PROCÈS-VERBAUX ET REGISTRE DE PRESENCE

Toute délibération de l'assemblée des Associés est constatée par un procès-verbal indiquant notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, les noms des Associés présents, représentés ou absents et toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la Société ou, le cas échéant, le président de séance, et conservés dans un sur un registre spécial coté et paraphé, conservé au siège social de la Société.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 21 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée de douze (12) mois qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps à courir depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES – CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président de la Société dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

S'il existe des commissaires aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à leur disposition dans les conditions légales et réglementaires en vigueur (article L. 227-1 du Code de commerce).

Dans les six (6) mois suivant la date de clôture de l'exercice, l'assemblée générale ordinaire des Associés, connaissance prise du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes, statue sur les comptes et l'affectation des résultats.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'assemblée générale ordinaire des Associés dans ce délai.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts (dotation à la réserve légale) et augmenté du report bénéficiaire.

Ainsi, il est prélevé 5% pour constituer le fond de réserve légal, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social, il reprend son

cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Sur ce bénéfice, la collectivité des Associés, prélèvent ensuite, les sommes à affecter à des fonds de réserves facultatives, ou de reporter à nouveau. . La décision est prise par les Associés.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION ET MISE EN PAIEMENT DE DIVIDENDES

Les Associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par la collectivité des Associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision judiciaire.

Les Associés ont la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions de la Société.

TITRE VI

PERTES – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 26 - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois de l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer la collectivité des Associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions du Code de commerce, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social. En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des Associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision des Associés.

ARTICLE 27 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration de la durée de la Société prévue par les statuts ou à la suite d'une décision de la collectivité des Associés. .
La Société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et du Directeur Général, le commissaire aux comptes conservant son mandat jusqu'à la clôture des opérations de liquidation.

Les Associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale pendant la période de liquidation.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs associés ou non dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « Société en liquidation » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés au tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après remboursement aux Associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est attribué à l'associé unique ou réparti entre les Associés en proportion de leur participation dans le capital social.

HONESTICA
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
Au capital de 3.010.000 euros
Siège social : 39 rue d'Aboukir, 75002 PARIS
809 854 060 RCS PARIS

STATUTS

Mis à jour par l'assemblée générale extraordinaire du 28 mai 2015

CERTIFIÉ CONFORME
A L'ORIGINAL



TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société notamment les dispositions des articles L.227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la forme avec un ou plusieurs associés.

La Société a été constituée par acte établi sous seing privé.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi, définies aux 2 et 3 du I et II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée **HONESTICA**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, l'étude et le développement de sujets relatifs aux sciences de l'information en ce inclus notamment :

- le développement d'outils logiciels permettant le traitement et l'analyse de données, le partage et la diffusion de la connaissance,
- la gestion de projets et d'équipe,
- l'édition logicielle afin de commercialiser les développements informatiques dont elle détient la propriété ou la licence,
- la mise à disposition et la vente de services basés partiellement ou en totalité sur ces outils,
- l'intermédiaire dans les échanges de produits et services liés aux sciences de l'information.

Elle peut être amenée à participer, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres

ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;

et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son extension ou son développement en France ou à l'international.

ARTICLE 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège de la Société est fixé : 39, rue d'Aboukir, 75002 PARIS.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Président, lequel est autorisé à modifier les statuts et à procéder aux formalités de publicité et de dépôt en conséquence, ratifiée par les Associés lors de la prochaine assemblée générale.

Si la Société vient à ne comporter qu'un seul associé, la décision de transférer de siège est prise par l'Associé Unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée décidée par décision extraordinaire des Associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

Dans les présents statuts, les termes et expressions ci-dessous auront le sens suivant :

« **Titres** » signifie :

(i) toute action émise par la Société et toute autre valeur mobilière émise ou à émettre par la Société donnant ou pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, notamment par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou par tout autre moyen, à l'attribution d'actions de la Société ou à d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une quotité du capital social de la Société,

(ii) le droit préférentiel de souscription à une augmentation de capital en numéraire de la Société ou le droit d'attribution résultant d'une augmentation de capital par incorporation de réserves de la Société,

(iii) tout démembrement des titres visés ci-dessus, et

(iv) tout autre titre de même nature que les titres visés ci-dessus émis ou attribués par une quelconque société ou entité de quelque nature que ce soit à la suite d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actif ou opération similaire de la Société ;

« **Transfert** » signifie toute cession, apport, transmission ou transfert, sous quelque forme que ce soit de Titres et comprend plus particulièrement,

(i) les transferts à titre onéreux ou gratuit alors même que le transfert aurait lieu par voie de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription en faveur de personnes dénommées, d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice ou que le transfert de propriété serait différé,

(ii) les transferts à cause de décès, sous forme de dation en paiement ou par voie d'échange, de prêt de Titres, de vente à réméré, d'apport en nature, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission ou de tout autre mode de transmission universelle du patrimoine, quel que soit la forme de la ou des société(s), par voie de distribution de dividendes, de réduction de capital, ou de liquidation d'une société,

(iii) les transferts sous forme de fiducie (notamment un « trust »), ou à titre de garantie (en ce, y compris, tout nantissement de titre) ou de tout autre manière semblable et,

(iv) les transferts portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit (y compris les conventions de croupier) ou sur tout autre droit attaché à une valeur mobilière, y compris tout droit de vote ou de percevoir des dividendes, ou tout démembrement de propriété.

Le verbe « **Transférer** » sera interprété en conséquence.

ARTICLE 6 – APPORTS

Le capital social de la Société a été constitué comme suit : il a été fait apport à la Société d'une somme totale en numéraire versée par les Associés, de dix mille euros (10.000 €).

Le versement des fonds correspondants a été constaté par un certificat établi préalablement à la signature des statuts par la banque Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile de France sis 26 quai de la Râpée 75012 PARIS, dépositaire des fonds, sur un compte ouvert au nom de la Société, auquel est demeuré annexé la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacun d'eux, du montant des sommes versées.

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 11 mars 2015, il a été fait un apport en nature d'un montant total de trois millions (3.000.000) d'euros, rémunéré par trois millions (3.000.000) d'actions ordinaires.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de trois millions dix mille (3.010.000) euros.

Il est divisé en trois millions dix mille (3.010.000) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES TITRES

Les sommes à verser pour la libération en numéraire des actions souscrites ne peuvent être inférieures (i) lors de la souscription à la moitié et (ii) lors d'une augmentation de capital au quart de la valeur nominale des actions ; elles comprennent, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois par décision du Président dans un délai de cinq (5) ans à compter soit de l'immatriculation de la Société soit de la date de la réalisation de l'augmentation de capital.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes dues produiront de plein droit, des intérêts de retard calculés au jour le jour, à compter de la date d'exigibilité, au taux d'intérêt légal en matière commerciale majoré de trois points, sans préjudice des autres recours et sanctions contre l'Associé défaillant prévus par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES TITRES

Les Titres pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits dans les comptes tenus par la Société au nom de leur titulaire.

Les attestations et inscriptions en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

ARTICLE 11 - MODIFICATIONS DU CAPITAL – ROMPUS

- **Modifications du capital social**

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit sur décision collective des Associés, prise dans les conditions de l'article 16 ci-après, par tous les moyens et selon les modalités prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas d'augmentation du capital social, les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs apports, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital social. Les Associés peuvent toutefois renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.